



## Sections de la Haute-Garonne

Monsieur le directeur général,

Le mécontentement grandit dans le pays.

La mobilisation contre la loi Travail en est le témoin. Les salariés et fonctionnaires ne sont pas entendus, leurs revendications sont caricaturées et les points importants de cette réforme sont minimisés. Comment croire que l'inversion de la hiérarchie des normes va aider les employés des très petites entreprises (TPE) ? Comment croire que les mesures contenues n'impacteront pas la fonction publique d'État ?

Les manifestations se succèdent et le dialogue social reste au point mort. Les organisations syndicales continueront de porter les revendications des salariés et fonctionnaires et à amplifier la mobilisation contre la loi dite El Khomri. Elles continueront à la DGFIP à mobiliser pour que soient entendues les revendications légitimes des agents.

Nous devons constater aujourd'hui, avec nos organisations nationales, que vous ne tenez pas compte du mécontentement des agents qui assurent la continuité du Service Public et sa qualité à la DGFIP.

À ce jour, 65 emplois B et C ne sont pas pourvus suite aux projets de mutation nationale, situation inacceptable qui contribue à la dégradation des conditions de travail et d'exercice des missions de notre DRFiP. Les effectifs annoncés au TAGERFiP à notre Direction doivent être pourvus.

Nous exigeons avec nos organisations nationales :

- Le recrutement des listes complémentaires des concours ouverts, le comblement des emplois vacants, l'arrêt des suppressions d'emplois et un plan pluriannuel de recrutement pour renforcer les missions de la DGFIP.
- Un moratoire sur les restructurations et les réorganisations incessantes.
- Un plan d'amélioration des conditions de travail, faire du soutien technique une priorité, un véritable plan de prévention des risques psycho-sociaux et le remboursement des frais de missions à la hauteur des sommes engagées afin qu'aucun agent ne paie pour travailler.
- Un plan ambitieux de reconnaissance des qualifications se traduisant par davantage de promotions internes, et une revalorisation des régimes indemnitaires.

Le 2 juin est une journée nationale d'actions et de grèves à la DGFIP à l'appel de nos organisations.

En Haute-Garonne nous avons appelé et appelons les agents à des rassemblements pour interpeller et débattre sur la situation désastreuse de notre Administration et porter ces revendications.

La campagne de dépôt des déclarations d'impôt sur le revenu vient de se terminer. Les agents des finances publiques étaient en première ligne pour accueillir et informer les usagers qui se sont présentés nombreux dans nos services, SIP ou Trésoreries de proximité.

Cette période est l'occasion de rappeler combien le consentement à l'impôt et le Service Public sont au cœur des enjeux actuels.

La DGFIP est en danger et ses agents sont déterminés à sauver le service public.

L'objectif de la DGFIP est de priver l'utilisateur de guichet et de faire d'internet le seul moyen de contact. L'augmentation continue de l'accueil physique est une preuve du besoin d'un service public humain et de proximité. Mais, l'Administration veut imposer un accueil téléphonique et électronique via un centre d'appels à distance !

Les suppressions d'emplois (plus de 160 en sept ans en Haute-Garonne et plus de 18 000 au plan national) ajoutées aux milliers d'emplois non pourvus affaiblissent toujours plus notre Administration. Cette situation est inacceptable alors que le pays est confronté au chômage et à la fraude fiscale massive.

Nous exigeons l'affectation en urgence des 65 emplois B et C non pourvus à ce jour.

Nos missions (fiscalité des particuliers et des professionnels, gestion et contrôle des collectivités locales ...) sont au cœur du débat public et notre administration est particulièrement affaiblie. Le besoin de ces missions est plus que jamais primordial.

Le conseil aux usagers professionnels, particuliers et collectivités locales montre bien l'utilité de nos services de proximité et doit rester une mission de Service Public.

Sous couvert d'austérité budgétaire, l'État a fait le choix de la réduction de ces Services Publics. Pourtant, l'augmentation des moyens de lutte contre la fraude fiscale permettrait de les renforcer à hauteur des besoins de la population.

Aujourd'hui, les agents de la direction régionale des finances publiques sont dans l'action contre les réformes destructrices du droit du travail mais aussi pour porter les revendications de leurs organisations syndicales en matière d'emploi, de conditions de travail et de maintien du Service Public.

Régis LAGRIFOUL

Secrétaire Solidaires

Finances Publiques 31

Séverine BOLOGNESI FOURCADE

Secrétaire CGT

Finances Publiques 31

Patrick LUMEAU

Secrétaire FO DGFIP 31